

**Réunion des États parties à la Convention
sur l'interdiction de la mise au point,
de la fabrication et du stockage des
armes bactériologiques (biologiques)
ou à toxines et sur leur destruction**

23 novembre 2010

Français

Original: anglais

Réunion de 2010

Genève, 6-10 décembre 2010

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

**Rapport de l'Unité d'appui à l'application (y compris le rapport
sur la participation à la mise en œuvre des mesures de confiance)**

Rapport de l'Unité d'appui à l'application pour 2010

Document soumis par l'Unité d'appui à l'application

Résumé

Dans le présent rapport, l'Unité d'appui à l'application décrit les activités qu'elle a menées en 2010 dans le cadre du mandat qui lui a été confié à la sixième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention, en matière d'appui administratif et d'application intégrale de la Convention, de promotion de l'universalisation de la Convention, et d'échange d'informations dans le cadre des mesures de confiance. La Conférence a décidé que l'Unité d'appui soumettrait «chaque année à tous les États parties, par écrit, un rapport succinct sur les activités» qu'elle aurait menées (BWC/CONF.VI/6, troisième partie, par. 6).

I. Introduction

1. L'Unité d'appui à l'application a poursuivi ses activités en 2010, conformément aux décisions et recommandations de la sixième Conférence d'examen (BWC/CONF.VI/6). Elle est financée par les États parties à la Convention et fait partie du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, qui lui fournit les services administratifs nécessaires. Son personnel se compose de trois personnes: M. Richard Lennane, Chef de l'Unité d'appui; M. Piers Millett, spécialiste des questions politiques; et M^{me} Ngoc Phuong Huynh, spécialiste des questions politiques (adjointe de première classe). Ils ont aussi reçu l'aide de deux stagiaires: M. Prashant Raghavendran, entre juin et août 2010; et M. Albert Nguyen, entre septembre et décembre 2010.

2. Depuis son dernier rapport, soumis en décembre 2009 (BWC/MSP/2009/2), l'Unité d'appui, agissant dans l'exercice de son mandat, a mené des activités consistant à: fournir un appui administratif pour la Convention; faciliter son application; appuyer les mesures de confiance; aider la présidence et les États parties à promouvoir l'universalisation.

3. En 2010, l'Unité d'appui à l'application a reçu du Canada des contributions volontaires d'un montant de 100 000 dollars pour l'aider à s'acquitter de son mandat. Ces fonds ont servi à: parrainer la participation d'États parties à la Réunion d'experts et à la Réunion des États parties; soutenir l'application nationale, y compris par l'organisation de manifestations et d'ateliers, financer publications et documentation; et compléter les ressources nécessaires à l'Unité pour participer aux réunions et ateliers utiles.

II. Appui administratif à la Convention

4. L'Unité a assuré les services techniques de secrétariat pour les réunions tenues en 2010 au titre de la Convention, fournissant les services requis pour la Réunion d'experts (23-27 août) et la Réunion des États parties (6-10 décembre), et appuyant le Président dans ses activités. Elle a notamment rédigé et publié les communications adressées aux États parties, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales; rédigé les discours et autres supports écrits du Président; pris en charge les inscriptions aux réunions; effectué des recherches et élaboré les documents de fond¹; établi les documents et les rapports des réunions; produit les documents de travail; et donné au Président et aux États parties des avis sur des questions techniques, de procédure ou de fond.

5. Dix États parties et un État non partie à la Convention ont demandé une assistance par l'intermédiaire de l'Unité pour pouvoir envoyer des participants à la Réunion d'experts. Cinq États parties ont aussi demandé une assistance pour envoyer des représentants à la Réunion des États parties. L'Unité est parvenue à organiser le parrainage pour les experts de neuf États devant se rendre de leur capitale à Genève pour participer à la Réunion d'experts, et elle s'efforce actuellement de parrainer cinq participants pour la Réunion des États parties.

6. L'Unité a continué de développer son site Web (<http://www.unog.ch/bwc>) de façon à en renforcer l'utilité pour les États parties et à le rendre plus facile à utiliser. Ce site demeure le support principal de diffusion des informations relatives à la Convention en provenance ou à destination des États parties. Il présente des informations actualisées sur les réunions et les activités connexes, et permet de s'inscrire en ligne pour les réunions, de consulter les documents officiels, les déclarations, les communiqués de presse, les documents de fond, ou encore les informations sur les activités pertinentes d'autres organisations, et d'accéder à des liens utiles ainsi qu'à la liste des États parties. Au cours de l'année 2010, l'Unité a ajouté près de 3 000 documents officiels correspondant aux réunions antérieures à 2003. Le site contient aussi un certain nombre d'outils en ligne dont la maintenance est assurée par l'Unité, notamment la Base de données sur les mesures prises à l'échelon national pour appliquer la Convention et des Recueils des activités nationales (voir plus bas la section sur l'application). De plus, l'Unité s'est servie du site pour retransmettre en continu sur Internet la vidéo de la Réunion d'experts, et pour faciliter une table ronde en direct au cours de laquelle les experts du monde entier ont pu poser leurs questions.

¹ Voir par exemple les documents intitulés «Accords et ententes conclus antérieurement dans le cadre de la Convention et ayant un rapport avec la disposition sur la fourniture d'une assistance et la coordination en cas d'allégations d'emploi d'armes biologiques ou à toxines» (BWC/MSP/2010/MX/INF.1), «Le rôle des organisations internationales dans la fourniture d'une assistance et la coordination en cas d'allégations d'emploi d'armes biologiques ou à toxines» (BWC/MSP/2010/MX/INF.2) et «Conseils techniques pour se préparer à réagir en cas d'allégations d'emploi d'armes biologiques ou à toxines» (BWC/MSP/2010/MX/INF.3).

7. Donnant suite à la demande faite expressément à la sixième Conférence des États parties, l'Unité a assuré la maintenance de la section à accès restreint de son site Web et a continué de l'étoffer (<http://www.unog.ch/bwc/restricted>). Seuls les États parties peuvent s'y connecter en indiquant leur nom d'utilisateur et leur mot de passe. Cette section du site Web renferme les coordonnées des points de contact pour chaque pays, les renseignements détaillés sur la façon d'obtenir ou de fournir une assistance aux fins de l'application, les versions électroniques des déclarations soumises dans le cadre des mesures de confiance, ainsi que des informations sur les résultats des initiatives visant à promouvoir l'universalisation de la Convention. Trente-sept États parties ont jusqu'ici accédé à la section à accès restreint du site Web en 2010. Quatre d'entre eux y ont accédé en moyenne plus d'une fois par jour; 13 plus d'une fois par semaine; 27 plus d'une fois par mois; et 10 autres au moins une fois.

8. L'Unité a continué de suivre l'évolution des sciences et de la technologie. Outre les documents de fond officiels soumis à la Réunion d'experts, elle a continué de mettre à jour la section de son site Web consacrée aux sciences et à la technologie. Cette section regroupe les informations recueillies par l'Unité au fil de ses recherches et de ses échanges avec les divers organes internationaux, régionaux et nationaux ayant des compétences dans les domaines scientifiques et technologiques pertinents. L'Unité a également établi un document de fond pour la Réunion des États parties au sujet d'une réunion tenue récemment sur les tendances dans la science et la technologie intéressant la Convention sur les armes biologiques, organisée par des établissements scientifiques internationaux². L'Unité a également continué de coopérer avec diverses communautés scientifiques afin de les aider à développer leurs moyens de traiter les questions des doubles usages. L'Unité continue de coordonner l'ajout d'une composante relative à la sécurité aux modalités du concours international de machines mises au point par génie génétique. En 2010, un membre de l'Unité a participé à l'évaluation de la composante pratiques humaines du concours et a présenté une distinction spéciale reconnaissant l'excellence en matière de sûreté et de sécurité. L'Unité a continué d'œuvrer en faveur d'un développement sans risques de la biologie synthétique en concertation avec les groupes industriels, les organes scientifiques et les autorités nationales, et elle s'est associée à l'organisation de manifestations sur la sûreté et la sécurité en marge de la Réunion d'experts et de la Réunion des États parties. L'Unité a également continué de participer activement au Groupe de travail sur la sûreté et la sécurité de la communauté des biologistes amateurs, pour faire en sorte que les particuliers qui souhaitent pratiquer la biologie hors du cadre formel des universités et de l'industrie puissent le faire en toute sécurité et sûreté.

9. À la demande du Président, l'Unité d'appui a entretenu des contacts réguliers avec les organisations internationales dont les activités ont un rapport avec la Convention et les réunions de 2010, notamment l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA); le Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies (ECDC); le Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie (CIGGB); le Centre international de la science et de la technologie; le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies; le Comité international de la Croix-Rouge (CICR); l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR); l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC); l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE); l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN); l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF); l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol); l'Organisation

² BWC/MSP/2010/INF.1.

mondiale de la santé (OMS); l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE); l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC); le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); et l'Union européenne. Depuis mai 2009, l'Unité est engagée dans un partenariat officiel avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI).

10. Également à la demande du Président, l'Unité a contacté un certain nombre d'institutions et associations scientifiques, professionnelles, commerciales et universitaires, ainsi que des organisations non gouvernementales dont les travaux présentent un intérêt pour ses activités. Elle a ainsi pu recueillir des idées et des informations qui l'ont éclairée pour soutenir l'action menée par les États parties. Bon nombre des organisations ainsi contactées par l'Unité ont participé à la Réunion d'experts et à la Réunion des États parties.

11. Au cours de l'année 2010, l'Unité s'est également associée à l'organisation d'un certain nombre de manifestations, notamment: avec l'UNICRI, une manifestation intitulée «Synthetic Biology and Nanobiotechnology Risk and Response Assessment: Responses», les 28 et 29 juin 2010 à Genève; avec les États-Unis d'Amérique, une manifestation intitulée «Implementation of the International Health Regulations», le 20 août, à Genève; avec le Forum de Genève, une manifestation intitulée «Synthetic Biology: Engineering a Safe Future», le 25 août à Genève; avec la Chine et le Canada, une manifestation intitulée «Strengthening International Efforts to Prevent the Proliferation of Biological Weapons: The Role of the Biological and Toxin Weapons Convention», du 4 au 6 novembre à Beijing; avec les États-Unis, un atelier sur les questions de sécurité, en marge du concours international de machines mises au point par génie génétique, le 6 novembre à Boston (États-Unis); et avec le Forum de Genève, une manifestation intitulée «Synthetic Biology: Engineering a Secure Future», le 7 décembre à Genève.

12. L'Unité a également accepté l'invitation qui lui était faite de participer à un certain nombre de réunions et de manifestations tout au long de l'année. Ces manifestations ont présenté un intérêt pour la Convention et les travaux de l'Unité, notamment ses activités visant à faciliter la mise en œuvre des décisions et recommandations de la sixième Conférence d'examen. Elles ont aussi été l'occasion de mener des opérations de sensibilisation et d'information sur la Convention et ses dispositions. L'annexe I (en anglais seulement) présente la liste complète des manifestations auxquelles l'Unité a pris part en 2010.

III. Application de la Convention

13. Quatorze États parties ont contacté l'Unité afin qu'elle leur prête assistance pour l'application de la Convention à l'échelon national. Six ont demandé une assistance ayant trait à la législation, aux règlements et aux organes de coordination nationaux. L'Unité a facilité les contacts avec les prestataires d'assistance concernés, notamment l'Initiative conjointe de l'Union européenne à l'appui de la Convention sur les armes biologiques et le Verification Research, Information, Training and Information Centre (VERTIC) (Centre de recherche, de formation et d'information sur la vérification). Trois autres demandes ont porté sur le renforcement de la sensibilisation à la Convention au plan national. L'Unité a aiguillé ces demandes sur l'Initiative conjointe de l'Union européenne à l'appui de la Convention sur les armes biologiques. Elle a également été en mesure de mener directement des actions de sensibilisation auprès d'États parties et d'organisations internationales, notamment en intervenant lors de réunions de l'Union africaine et de l'OIF. Deux États ont demandé assistance pour renforcer les capacités en matière de sécurité et de sûreté biologiques. Ces demandes ont été négociées par la suite avec deux autres États parties, à partir des informations obtenues dans la section à accès restreint du site Web. Deux autres demandes ont porté sur l'application des lois ou le contrôle des frontières; elles

ont été transmises à Interpol et à l'Initiative conjointe de l'Union européenne à l'appui de la Convention sur les armes biologiques.

14. L'Unité a assuré la maintenance et l'actualisation de la Base de données sur l'application à l'échelon national (NID), consultable en ligne. Cette Base comprend des indications détaillées sur les mesures nationales intéressant la Convention prises par tous les États pour lesquels il a été possible de recueillir des données. Dans la mesure du possible, on y a aussi inclus un résumé des mesures et un lien menant au texte intégral de l'instrument. La Base a été actualisée au fur et à mesure que de nouvelles informations devenaient disponibles. Elle renferme actuellement un total de 2 160 mesures, prises par 131 États parties (soit 80,3 % des États parties à la Convention sur les armes biologiques), 4 signataires, 5 États non parties et 1 organisation régionale. Elle est accessible sur le site Web de l'Unité (<http://www.unog.ch/bwc/NID>).

15. À la demande du Président, l'Unité a continué d'élaborer des recueils des activités nationales (Compendiums of National Activities (CNA)). Ces recueils renferment des détails sur les activités des États parties en rapport avec les thèmes abordés lors du processus intersessions en cours; ils ont été conçus pour servir de voie d'accès centrale régulièrement actualisée aux informations communiquées aux réunions, et de moyen pratique de montrer comment les mesures législatives et réglementaires sont mises en pratique dans différents cadres. Au 18 novembre 2010, le recueil sur les activités touchant la sécurité et la sûreté biologiques couvrait 20 États parties, celui consacré à la surveillance des sciences, à l'éducation et à la sensibilisation en couvrait 14, et celui consacré aux stratégies dans les domaines de la surveillance, du dépistage, du diagnostic et du confinement des maladies infectieuses (y compris les initiatives visant à renforcer les capacités) en couvrait 31. L'Unité d'appui à l'application actualisera ces recueils en fonction des informations supplémentaires communiquées. Elle élabore aussi un recueil consacré aux stratégies de réponse dans les cas où il est fait état de l'utilisation d'armes biologiques ou à toxines.

16. Dans le cadre de ses efforts visant à améliorer ses activités de facilitation de la communication entre États parties et le rapprochement des demandes et des offres d'assistance, l'Unité a continué de rassembler des informations sur les offres d'assistance et les a publiées dans la section à accès restreint du site Web. Elle a maintenu et actualisé ces informations en fonction des offres d'assistance exprimées lors de la Réunion d'experts tenue en août 2010. L'Unité continuera à mettre à jour ces informations au fur et à mesure que les États parties les communiqueront.

17. L'Unité a aussi maintenu le contact avec les prestataires de l'assistance portant sur la législation nationale et les mesures visant à faire respecter la législation, notamment le CICR, Interpol, l'OIAC, le Comité créé par la résolution 1540 du Conseil de sécurité et le VERTIC. Elle continue de rencontrer ces prestataires et de se concerter avec eux sur un mode informel, en marge des séminaires et manifestations auxquels elle participe, ainsi qu'à l'occasion de la Réunion d'experts et de la Réunion des États parties.

18. L'Unité a continué à recueillir les coordonnées des points de contact nationaux pour la Convention. À ce jour, 72 États parties ont désigné un point de contact national, conformément à la demande formulée à la sixième Conférence des États parties (soit quatre de plus qu'en 2009 – voir l'annexe II, en anglais seulement). En outre, l'Unité communique avec des points de contact dans 4 États signataires, 4 États non parties et 1 organisation régionale. Des informations détaillées sur tous les points de contact peuvent être obtenues dans la section à accès restreint du site Web de l'Unité (<http://www.unog.ch/bwc/restricted>). L'Unité communique régulièrement avec les points de contact nationaux.

IV. Mesures de confiance

19. Conformément à la décision prise à la sixième Conférence d'examen, l'Unité d'appui à l'application est chargée de rassembler et distribuer les textes des déclarations soumises au titre des mesures de confiance. Elle tient à jour des versions électroniques (format Adobe PDF), dans toutes les langues officielles, des formules à utiliser pour ces déclarations et les a affichées sur son site Web. Avec l'assistance des États parties intéressés, elle continue à améliorer la version électronique des formules existantes et étudie actuellement les possibilités de mettre au point un outil de collaboration en ligne pour remplir les formules sur Internet.

20. Au 15 novembre 2010, 70 États parties (42,9 % des États parties à la Convention) avaient communiqué des déclarations au titre des mesures de confiance pour l'année civile 2009. Quarante-cinq d'entre eux ont soumis leurs déclarations à la date limite du 15 avril 2010 ou avant. Six États parties ont soumis pour la première fois une déclaration au titre des mesures de confiance: l'Albanie, les Émirats arabes unis, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Kenya, les Philippines et le Yémen. Cinq États parties qui avaient soumis des rapports au titre des mesures de confiance en 2009 ne l'ont pas encore fait en 2010. L'annexe III (en anglais seulement) contient la liste des pays ayant soumis des déclarations, ventilées selon les différentes formules, ainsi que des graphiques et d'autres informations.

21. Un État partie a demandé que sa déclaration au titre des mesures de confiance ne soit pas affichée sur la section à accès restreint du site Web de l'Unité. Le texte en sera distribué sous forme papier lors de la Réunion des États parties. Les 69 autres déclarations sont accessibles dans la section à accès restreint du site Web. Plusieurs États parties ont demandé à l'Unité si, par souci de transparence, leurs déclarations au titre des mesures de confiance pouvaient également être affichées dans la section en accès libre du site Web de l'Unité. À ce jour, 14 déclarations sont accessibles dans cette section du site (tout en demeurant disponibles dans celle à accès restreint).

22. Au cours de l'année 2010, l'Unité a régulièrement fourni à une dizaine d'États parties une aide sur le plan administratif ainsi que des conseils sur la participation aux mesures de confiance. Sept États parties ont fait une demande formelle d'information sur les mesures de confiance et d'assistance pour l'établissement des déclarations au titre des mesures de confiance. Ces demandes ont été transmises à l'Initiative conjointe de l'Union européenne à l'appui de la Convention. L'Unité et des experts nationaux de l'Union européenne se sont associés pour deux visites visant à faciliter la participation aux mesures de confiance. L'Unité a également été avisée de plusieurs initiatives bilatérales visant à prêter assistance aux États parties pour leur permettre de participer aux mesures de confiance.

23. Conformément à la décision prise par la sixième Conférence d'examen, le 15 janvier 2010 le Chef de l'Unité d'appui à l'application a écrit aux missions permanentes et aux points de contact nationaux des États parties afin de leur rappeler la date limite du 15 avril pour soumettre des données au titre de la procédure d'échange d'informations.

V. Promotion de l'universalisation

24. L'Unité a aidé le Président dans ses activités visant à promouvoir l'universalisation de la Convention: elle a assuré la préparation des réunions qu'il a tenues avec les représentants des États non parties et y a participé. Elle a encouragé l'universalisation lors de nombre des séminaires et manifestations auxquels elle a participé (voir annexe I, en anglais seulement), en particulier à l'occasion des séances d'information organisées à l'intention des diplomates à Genève et lors de l'atelier régional tenu à Abuja. Elle a aussi

fourni des informations et des conseils sur la Convention à plusieurs signataires et États non parties. L'Unité a réuni les informations relatives aux progrès accomplis sur la voie de l'universalisation de la Convention et les a mises à disposition au fur et à mesure dans la section à accès restreint de son site Web.

25. Le Rapport du Président sur les activités en matière d'universalisation (BWC/MSP/2010/4) renferme des informations complémentaires sur les initiatives prises dans ce domaine et sur les résultats obtenus jusqu'ici.

VI. Conclusions et recommandations

26. Durant sa quatrième année de fonctionnement, l'Unité d'appui à l'application a consolidé les progrès dans la satisfaction des exigences majeures de son mandat et en a fait de nouveaux, notamment en faisant office de centre d'échange pour les demandes de parrainage aux fins de la participation au processus intersessions, dont ont bénéficié neuf participants à la Réunion d'experts et dont devraient bénéficier cinq autres participants à la Réunion des États parties. L'Unité constate que la demande en parrainage continue d'excéder les ressources disponibles. L'essor du parrainage est dans une grande mesure imputable aux efforts déployés par un État partie, le Canada, et l'Unité estime qu'il demeure possible de développer davantage l'offre d'assistance en adoptant une démarche plus structurée.

27. L'Unité fonctionne à l'extrême limite de ses capacités actuelles – trois fonctionnaires à plein temps – et, en 2010, elle a dû décliner un certain nombre d'invitations à des ateliers et autres activités intéressantes, aucun membre de l'Unité n'étant disponible pour s'y rendre. Des occasions de mener des activités d'information et d'échange ont également été remises à plus tard, voire manquées. Les activités de l'Unité souffrent en outre d'un manque d'appui administratif adapté. Les États parties souhaiteront peut-être se pencher sur ces questions dans le cadre de leurs travaux préparatoires de la septième Conférence d'examen, en 2011.

Annexe I

[ENGLISH ONLY]

Meetings and events attended by the Implementation Support Unit

The following meetings and events were attended by representatives of the Implementation Support Unit. Further details on these events, including copies of ISU presentations, are available from the ISU website, <http://www.unog.ch/bwc/isu>.

1. On 28 January 2010, the ISU participated in The Geneva Forum orientation *Working on Disarmament and Arms Control in Geneva: An Orientation for Diplomats*. The ISU gave a presentation on the Biological Weapons Convention.

2. The ISU participated in the event *Combating the Global Biological Threat* held in Wilton Park, United Kingdom on 1-3 February 2010. The event was hosted by the G-8 Global Partnership. The ISU gave a presentation on *Strengthening the Biological Non-Proliferation Regime*.

3. From 2-4 February 2010, the ISU participated in the Africa Regional Workshop for Biosafety and Biosecurity, in Nairobi, Kenya. The ISU gave a presentation entitled the *Biological Weapons Convention: An Integrated Approach*.

4. The ISU participated in the event *The Invisible Enemy – What Would Clausewitz say about Biosecurity*, in Mainz, Germany on 6 February 2010. The ISU gave a presentation on *The Biological Weapons Convention: Banning the Hostile Use of Biology*.

5. On 8 February 2010, the ISU met with local representatives of the African Union in Geneva. The ISU gave a presentation on the Biological Weapons Convention.

6. From 15-17 February 2010 the ISU took part in the workshop *Biosafety and Biosecurity: Implementing the Recommendations relevant to the BWC* in Kiev, Ukraine. The ISU gave a presentation on *The Biological Weapons Convention: Building a Community to Secure Biology*.

7. From 14-18 February 2010, the ISU participated in the Second South Asian Regional International Humanitarian Law Conference *From Law to Action - IHL Implementing Legislation*, in Dhaka, Bangladesh. The ISU gave a presentation on the Biological Weapons Convention.

8. From 18-19 March 2010, the ISU took part in a workshop entitled *Beyond Entry-into-Force of the African Nuclear-Weapon-Free Zone Treaty (Treaty of Pelindaba): Establishing the African Commission on Nuclear Energy (AFCONE): an Experts Workshop* in Pretoria, South Africa. The ISU was invited to make a presentation on the Unit, how it operates, its mandate and functions.

9. A member of the ISU delivered a presentation on *Why Secure Synthetic Biology* at the *Synthetic Biology Workshop: From Science to Governance* hosted by the European Commission Directorate for Health in Brussels, Belgium from 18-19 March 2010.

10. A member of the ISU delivered a keynote address to the UNICRI event *Synthetic Biology and Nanobiotechnology Risk and Response Assessment: Risks* held in Turin, Italy from 24-25 March.

11. From 7-8 April 2010, the ISU participated in the event *Negotiating the Future of Space Security* held at the Chateau de Bossey in Geneva, Switzerland. The ISU gave a presentation on *The Evolution of the Biological Weapons Convention*.

12. From 8-9 April 2010, the ISU participated in *The Global Challenge of Biocontrols* organized by UNIDIR and the University of Bath (UK) in Geneva, Switzerland. The ISU gave a presentation on *The Biological Weapons Convention and Biological Controls*.

13. From 13-14 April 2010, the ISU participated in the *Second Meeting of the Joint FAO/OIE Committee on Global Rinderpest Eradication*, in Paris, France. A member of the Unit gave a presentation on *The Biological Weapons Convention and the Sequestration of Agents*.

14. From 14-15 April 2010, the ISU participated in the *Counter Terrorism Expo 2010: Counter Terrorism in a Changed World* in London, United Kingdom. The ISU gave a presentation on *The Biological Weapons Convention and International Collaboration to Deal with Biological Weapon Threats*.

15. From 17-18 April 2010, the ISU participated in the conference *International Disarmament and Non-Proliferation: World Security without Weapons of Mass Destruction* in Tehran, Islamic Republic of Iran. The ISU gave a presentation on *Reducing the Threat of Biological Weapons in the 21st Century: The Network Approach*.

16. On 20 April 2010, the ISU briefed a delegation from the national authority of the United Arab Emirates on the Convention and national implementation issues, including export controls.

17. From 21-22 April 2010, the ISU participated in the *Fourth Round Table Meeting on Knowledge Management System on CBRN Trafficking*. The event was hosted by UNICRI in Turin, Italy.

18. From 26-27 April 2010, the ISU participated in the workshop *Options and Proposals to Strengthen the Confidence Building Measures Mechanism of the Biological Weapons Convention in Berlin*, Germany. The event was organized by the Geneva Forum with the support of the governments of Germany, Norway and Switzerland.

19. The ISU sent a video message participated in a national implementation workshop held in Madagascar from 17-21 May 2010.

20. From 20-21 May 2010, the ISU participated in a strategy workshop for the Environmental Security and Sustainability Program of Green Cross in Geneva, Switzerland. The ISU gave a presentation on *The Biological Weapons Convention and International Biopreparedness*.

21. From 27-28 May 2010, the ISU participated in *Advancing Biosafety Technology and National Legislation in the Asia-Pacific* held by the Asia-Pacific Biosafety Association in Seoul, Republic of Korea. The ISU gave a presentation on *The Biological Weapons Convention: From International Obligations to Effective National Action*.

22. On 27 May 2010, the ISU gave a presentation on the Biological Weapons Convention to the Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) in Geneva, Switzerland.

23. From 31 May - 1 June 2010, the ISU participated as an observer in the *CEN Workshop 55 on Guidance on CWA 15793:2008 (Biorisk Management)* in Seoul, Republic of Korea.

24. From 8-9 June 2010, the ISU participated on the *First Roundtable on a Knowledge Management System on CBRN Trafficking in North Africa and the Middle East*,

hosted by UNICRI. A member of the ISU gave a presentation on *Biological Risk Management and the Biological Weapons Convention*.

25. On 11 June 2010, the ISU visited the new maximum containment (BSL4) laboratory in Spiez, Switzerland. This visit was hosted by the Permanent Mission of Switzerland to the United Nations Office in Geneva.

26. From 14-17 June 2010, the ISU participated in a United Nations Security Council Resolution 1540 workshop in Split, Croatia and gave a presentation on the BWC.

27. On 14 June 2010, the ISU gave a lecture on the BWC and related issues at the *New Issues in Security Course* (NISC) run by the Geneva Centre for Security Policy (GCSP).

28. From 16-17 June 2010, the ISU participated in a United States Department of State meeting on the International Health Regulations in Washington, DC. The event, *Moving Toward Comprehensive Global Disease Surveillance*, focused on global disease surveillance and health security.

29. From 21-23 June 2010, the ISU participated in the *Second Global Conference of OIE Reference Laboratories and Collaborating Centres* held by the World Organization for Animal Health (OIE) in Paris France. The ISU gave a presentation on the role of the ISU and the BWC.

30. From 28-29 June 2010, the ISU co-hosted with UNICRI *Synthetic Biology and Nanobiotechnology Risk and Response Assessment: Responses* in Geneva, Switzerland. A member of the Unit gave a presentation on *Pax Biologica: Building an International Regime to ensure Biology remains used Safely, Securely and Solely for our Benefit*.

31. On 30 June, the ISU briefed visiting staff and students from Freiburg University on the Biological Weapons Convention.

32. On 20 July 2010, the ISU gave a presentation on the BWC to visiting representatives from the European Commission Joint Research Center, Institute for the Security and Protection of Citizens.

33. From 15-16 July 2010, the ISU participated in *Dual-use Education for Life Scientists: Mapping the Current Global Landscape and Developments* in Bradford, United Kingdom. The event was co-organized by the UK Economic and Social Research Council, the Bradford Disarmament Research Centre, the Japan Society for the Promotion of Science, and the Global Security Research Institute of Keio University, Japan. The ISU gave a presentation on *Bio-Enlightenment: Possibilities for the Development of Education Strategies by BWC States Parties at the Seventh Review Conference*.

34. On 22 July 2010, the ISU participated in the FBI-DIYBio Workshop in Washington DC, USA.

35. On 23 July 2010, the ISU participated in a seminar *Revving up for the 2011 BTWC Five Year Review Conference* hosted by Global Green, USA in Washington DC.

36. From 15-20 Aug 2010, the ISU participated in the *74th Biennial Conference of the International Law Association* in The Hague, Netherlands. The ISU gave a presentation on the Biological Weapons Convention and possible future developments.

37. On 20 August 2010, the ISU co-hosted with the United States a meeting on the *Implementation of the International Health Regulations* in Geneva Switzerland. The meeting brought the various BWC Point of Contacts from around the world to share insights in implementation of the International Health regulation

38. On 25 August 2010, on the margins of the 2010 BWC Meeting of Experts, the ISU co-hosted with the Geneva Forum a workshop focusing on the challenges raised by the developments in synthetic biology.

39. From 30 August to 3 September 2010, the ISU gave a series of presentations in the summer school *Disarmament and Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction in a Changing World* run by the TMC Asser Institute in The Hague, Netherlands.

40. On 30 August, a member of the ISU briefed the United Nations 2010 Disarmament Fellows on the Biological Weapons Convention.

41. Between 31 August 2010 and 1 September 2010, the ISU participated in the FBI-hosted *Synthetic Biology II Workshop: Building Bridges around Biotech* in Boston, Massachusetts, USA. The ISU participated in a panel discussion focusing on international perspectives in synthetic biology and nanobiology.

42. From 24-26 September 2010, the ISU participated in the Wilton Park event *Prospects for the 2011 Review Conference of the Biological and Toxin Weapons Convention*.

43. From 11-15 October, the ISU observed the *Third OPCW Exercise on the Delivery of Assistance* (ASSISTEX III) held in Tunis, Tunisia. The ISU gave a presentation on the Biological Weapons Convention and the UN Secretary-General's Investigation Mechanism.

44. On 13 October 2010, the ISU participated in *The Global Rinderpest Eradication Symposium: Lessons Learned from the Eradication of Rinderpest for controlling other transboundary animal disease* hosted by the Food and Agriculture Organization in Rome, Italy. The ISU was invited to speak on the security implications of Rinderpest eradication and on future prospects of international cooperation between animal health efforts and the BWC.

45. On 15 October 2010, the ISU participated in the *Annual International Symposium on Biosecurity and Biosafety: Future trends and Solutions*, in Milan, Italy. The ISU gave a presentation on *Why the BWC Needs You*.

46. On 19-21 October 2010, the ISU participated in the *Trilateral Forum: Outbreak Response & Bioterrorism Investigation* in Chisinau, Moldova. The ISU gave a presentation on the Biological Weapons Convention and the UN Secretary-General's Investigation Mechanism.

47. From 25-27 October 2010, the ISU participated in the *Regional Workshop on the National Implementation of the Biological Weapons Convention for West and Central Africa*, held in Abuja, Nigeria, co-hosted by Nigeria and the European Union Joint Action in support of the BWC.

48. On 28 October 2010, the ISU participated in an event *Qatar's Commitment toward implementation of the Biological Weapons Convention* hosted by Qatar in Doha. The ISU gave a presentation on *The Biological Weapons Convention: From International Obligations to Effective National Action*.

49. From 31 October – 3 November 2010, the ISU participated in *Trends in Science and Technology Relevant to the Biological and Toxin Weapons Convention* hosted by the InterAcademy Panel on International Issues, the International Union of Microbiological Societies, the International Union of Biochemistry and Molecular Biology, the US National Academies of Science and the Chinese Academies of Science, in Beijing, China. The ISU gave a presentation on the Biological Weapons Convention.

50. From 4-6 November 2010, the ISU co-hosted with China and Canada an international workshop on *Strengthening International Efforts to Prevent the Proliferation of Biological Weapons: The Role of the Biological and Toxin Weapons Convention* in Beijing, China. The ISU gave a presentation on the *Strengths and Weaknesses of the Existing Mechanisms: The BWC and its Evolving Role*.

51. From 5-8 November 2010, the ISU participated in the *International Genetically Engineered Machine Competition* (iGEM). The ISU co-hosted a workshop on biosecurity and contributed to the judging of the human practices aspects of projects.

52. The ISU sent a video message to the IWG-LNCV workshop *Global Networking to Promote Biosecurity and Limit Dual Use Risks* held in Como, Italy, from 12-13 November 2010.

53. The ISU provided a written contribution on its usage of social media for a workshop on web information strategies held at the OPCW in The Hague, Netherlands, on 15 November 2010.

54. From 15-16 November 2010, the ISU participated in a workshop on *Securing Dual Use Expertise: Developing Sustainable Global Engagement and Outreach Programmes* in Como, Italy. The ISU presented on *The BWC: From International to Individual*.

55. From 16-18 November 2010, the ISU took part in INTERPOL's "Bioshield Global TTX" simulation exercise held in Utrecht, Netherlands

56. On 22 November, the ISU participated in the conference *Improving Global Health, Strengthening Global Security*, hosted by the Center of Biosecurity of the University of Pittsburgh Medical Center in Washington DC, USA. The ISU participated in a panel discussing the BWC and its relation to global health security.

57. From 24-26 November, the ISU participated in the *Workshop on Chemical, Biological, Radiological and Nuclear Terrorism and Maritime Terrorism*, held by the United Nations Office on Drugs and Crime in Barbados. The ISU gave a presentation on the Biological Weapons Convention.

58. From 4-5 December, members of the ISU will attend the 31st Workshop of the Pugwash Study Group in Geneva, Switzerland. The meeting addresses the *Implementation of the Chemical and Biological Weapons Conventions: Getting Ready for the Seventh BWC Review Conference in 2011*.

59. On 7 December, on the margins of the 2010 BWC Meeting of States Parties, the ISU will host a workshop focusing on the security implications of developments in synthetic biology.

60. From 15-16 December, the ISU will participate in a *Workshop on the Implementation of UN Security Council Resolution 1540*, jointly hosted by Austria and UNODA, in Vienna, Austria.

Annexe II

[ENGLISH ONLY]

National Points of Contact

The following national points of contact had been nominated to the ISU by November 2008. Full contact details, including telephone numbers and e-mail addresses, are available to States Parties in the restricted area of the ISU website (<http://www.unog.ch/bwc/restricted>).

States Parties

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Albania	Mr. Fadil Vucaj Representative of the National Authority of Albania for the CWC Ministry of Defense Tirana Albania
Argentina	Direccion de Seguridad Internacional, Asuntos Nucleares y Espaciales Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto Esmeralda 1212 Piso 11 Ciudad Autonoma de Buenos Aires CP 1007 Argentina
Armenia	Mr. Artem Aznaurian Counsellor Arms Control & International Security, Ministry of Foreign Affairs Government Building 2, Republic Square Yerevan 0010 Armenia
Australia	First Assistant Secretary International Security Division, Department of Foreign Affairs and Trade Locked Bag 40 Kingston ACT 2600 Australia

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Austria	Mr. Alexander Benedict Department II.8 - Global Disarmament, Arms Control, export Control, Multilateral Atomic Energy Issues and IAEA Federal Ministry of European and International Affairs Minoritenplatz 8 Vienna A-1014
Azerbaijan	Security Affairs Department, Arms Control Division Multilateral Treaties Division, Ministry of Foreign Affairs 4, Sh. Gurbanov Street Baku AZ1009 Azerbaijan
Belgium	Mr. Henri Vantieghem Direction Désarmement, Non-Prolifération et Contrôle de l'Armement, Service Public Fédéral Affaires étrangères Rue des Petits Carmes 15 Bruxelles B 1000 Belgium Mr. Frank Meeussen Direction Désarmement, Non-Prolifération et Contrôle de l'Armement, Service Public Fédéral Affaires étrangères Rue des Petits Carmes 15 Bruxelles B 1000 Belgium
Bhutan	Chief Legal and Treaties Division, Ministry of Foreign Affairs, Royal Government of Bhutan Bhutan
Brazil	Mr. Sérgio Antonio Frazão Araujo Coordinator-General for Sensitive Items Ministry of Science and Technology SAI/SO Area 5 Quadra 3 Bloco F Brasilia – DF 70610-200 Brazil
Bulgaria	Mr. Valentin Dontchev Head of Department, Security Policy Directorate Ministry of Foreign Affairs 2, Alexander Zhendov. St. Sofia 1040 Bulgaria
Burkina Faso	Prof. Abdouramane Barry Head of National Authority Autorité Nationale pour la Convention sur les Armes Chimiques (ANCAC), Ministère des Enseignements Ouagadougou 03 BP 7130 Burkina Faso

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Burundi	Mr. Gerard Nirungika Head, Burundi Chemical Weapons Convention National Authority Burundi
Canada	Mr. Andrew Halliday Biological Weapons Policy Analyst Non Proliferation and Disarmament Division (Biological, Chemical and Conventional Weapons), Department of 125 Sussex Drive Ottawa, K1A 0G2 Canada Mr. Louis-Philippe Sylvestre Deputy Director Non Proliferation and Disarmament Division (Biological, Chemical and Conventional Weapons), Department of 125 Sussex Drive Ottawa, K1A 0G2 Canada
China	Ms. Yang Yi Deputy Division Director Department of Arms Control and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs No. 2 Chao Yang Men Nan Da Jie Beijing, 100701 China
Colombia	Mr. Jose Nicolas Rivas Zubiria Director Multilateral Political Affairs Ministry of Foreign Affairs Calle 10 No. 5-51 Bogota Colombia
Croatia	Ms. Ivana Derek Ministry of Foreign Affairs and European Integration Croatia

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Cuba	Mr. Juan C. Menendez de San Pedro Lopez Director del Centro Nacional de Seguridad Biologica (CNSB) Ministerio De Ciencia, Tecnologia Y Medio Ambiente (CITMA) Calle 28 No. 502 e/5ta y 7ma Ave. Miramar. Playa La Habana 11 300 Cuba Mr. Rudolfo Reyes Rodriguez Director de Asuntos Multilaterales Ministerio de Relaciones Exteriores Calle Calzada #360 e/ G y H. Vedado Plaza de la Revolucion La Habana 10 400 Cuba
Cyprus	Mr. Panayiotis Papadopoulos Political Affairs Division - Multilateral relations Ministry of Foreign Affairs Cyprus
Czech Republic	Dr. Ladislav Bartak Director, Department for the Control of Non-Proliferation of WMD, State Office for Nuclear Safety Senovazne nam. 9 Praha 110 00 Czech Republic
Denmark	Mr. Casper Nervil Head of Section, Department of Security Policy Royal Danish Ministry of Foreign Affairs Office 6 a 67, Asiatisk Plads Copenhagen 21448 Denmark
Ecuador	Ms. Fanny De Lourdes Puma Puma Director General for Multilateral Policies and International Specialized Organizations Ministry of Foreign Affairs Calle Carrion Y Av. 10 de Agosto Quito Ecuador
Estonia	Department of International Organizations and Security Policy Ministry of Foreign Affairs Islandi valjak 1 Tallinn 15049 Estonia

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Finland	Ms. Marja Rosvall First Secretary, Ministry for Foreign Affairs Unit for Arms Control, Disarmament and Non-Proliferation P.O.Box 420 Helsinki FI-00023 Finland
France	Ms. Marie-Gaëlle Robles Sous-direction des questions multilatérales et du désarmement Ministry of Foreign and European Affairs 37 Quai d'Orsay, 07 SP Paris 75 700 France
Georgia	Ms. Lela Bankanidze Deputy Head, Especially Dangerous Infections Department National Center for Disease Control and Public Health 9, M. Asatiani St. Tbilisi 0177 Georgia
Germany	Mr. Alexander Olbrich Head of BW Division Federal Foreign Office Werderscher Markt 1 Berlin 10117 Germany
Greece	Director of the WMD Disarmament Section D1 Directorate for UN and International Organizations, Hellenic Ministry of Foreign Affairs Academias 3 Street Athens 10027 Greece
Holy See	Monsignor Silvano M. Tomasi Permanent Observer for the Holy See Permanent Observer Mission of the Holy See to the United Nations Office and other International Organizations in Chemin du Vengeron 16 P.O. Box 28 Chambésy 1292 Switzerland
Iceland	Mr. Peter Thorsteinsson Head, Arms Control and Disarmament Ministry of Foreign Affairs Raudararstig 25 Reykjavik 150 Iceland

<i>State</i>	<i>Contact</i>
India	Joint Secretary (Disarmament and International Security Affairs) Ministry of External Affairs South Block New Delhi India
Indonesia	Mr. Andy Rachmianto Deputy Director, Directorate of International Security and Disarmament, Department of Foreign Affairs JI, Taman Pejambon no.6 Jakarta 10110 Indonesia Directorate of International Security and Disarmament, Department of Foreign Affairs JI, Taman Pejambon no.6 Jakarta 10110 Indonesia Dr. Desra Percaya Director, Directorate of International Security and Disarmament, Department of Foreign Affairs JI, Taman Pejambon no.6 Jakarta 10110 Indonesia
Iran (Islamic Republic of)	Department for Disarmament and International Security Affairs, Ministry of Foreign Affairs Tehran Iran
Iraq	Mr. Sinan Abdul Hasan Mohi Head of the Biology Department Iraqi National Monitoring Directorate Baghdad Iraq
Ireland	Ms. Alma Ni Choigligh Deputy Director, Disarmament and Non-Proliferation Section Department of Foreign Affairs 80 St. Stephens Green Dublin

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Italy	Amb. Giovanni Manfredi Permanent Mission of Italy to the Conference on Disarmament Chemin de l'Impératrice 10 Pregny 1292 Switzerland Ms. Nicoletta Piccirillo First Secretary Permanent Mission of Italy to the Conference on Disarmament Chemin de l'Impératrice 10 Pregny 1292 Switzerland
Japan	Mr. Kiichiro Iwase Officer, Biological and Chemical Weapons Conventions Division, Disarmament, Non-Proliferation and Science Department, Ministry of Foreign Affairs 2-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku Tokyo 100-8919 Japan
Kenya	Prof. Shaukat A. Abdulrazak Executive Secretary National Council for Science and Technology Old Treasury Building, Harambee Avenue P.O. Box 30551 Nairobi Kenya Roselida A. Awuor Senior Science Secretary National Council for Science and Technology Old Treasury Building, Harambee Avenue P.O. Box 30551 Nairobi Kenya
Kuwait	Ms. Jenan Al-Shayije Supervisor Ministry of Defence Kuwait
Kyrgyzstan	Mr. Taalaibek Bektashev Head of Customs Policy, Non-Tariff regulation and Export Control Department Ministry of Economic Development and Trade 106 Chui avenue Bishkek city, 720002 Kyrgyz Republic

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Libyan Arab Jamahiriya	Dr. Mohamed Mansour Sharif Chairman of LNCBB Libyan National Committee for Bioethics Omar Al-Mokhtar Tripoli 82898 Libyan Arab Jamahiriya
Liechtenstein	Ms. Esther Schindler Office for Foreign Affairs Heiligkreuz 14 Vaduz 9490 Liechtenstein
Lithuania	Mr. Martynas Lukosevicius Attache, Arms Control, non-Proliferation and Disarmament Division Security Policy Department, Ministry of Foreign Affairs J. Tumo-Vaizganto Str. 2 Vilnius LT-01511 Lithuania Major Algimantas Kutanovas Chief Ecologist Lithuanian Armed Forces, Ministry of National Defence Vilnius Lithuania Captain Eugenijus Minkevicius Chief Officer Defence Staff J4 (Logistics), Ministry of National Defence Vilnius Lithuania Ms. Aukse Bankauskaite-Miliauskiene Chief Officer Health Emergency Situations Center, Ministry of Health Vilnius Lithuania
Madagascar	Ms. Angeline Mohajy Minister Plenipotentiary / Director of Multilateral Cooperation Ministry of Foreign Affairs Antananarivo 836 Madagascar Mr. Jean Bosco Randrianjara National Assembly Madagascar

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Malta	Mr. Clint Borg Disarmament Unit, Ministry of Foreign Affairs Palazzo Parisio, Merchant's Street Valetta Malta
Mexico	Direccion de Autoridad Nacional Mexico, Comité Especializado de Alto Nivel en materia de Desarme, Terrorismo y Abraham Gonzalez No. 48, Edificio L, Segundo Piso, Colonia Juarez, Delegacion Cuauhtemoc C.P. 06600 Mexico, D.F.
Morocco	Mr. Naser Bourita Director, United Nations and International Organizations Minstry of Foreign Affairs and Cooperation Rue Roosevelt, Chellah Rabat 10 000 Morocco
Netherlands	Mr. Vincent Storimans Non-Proliferation and Disarmament Division Department of Security Policy Ministry of Foreign Affairs The Netherlands
New Zealand	Director, International Security and Disarmament Division Ministry of Foreign Affairs and Trade Private Bag 18-901 Wellington New Zealand
Nigeria	Mr. Joseph Adeyemi Chairman, National Authority on Chemical and Biological Weapons Conventions Office of the Secretary to the Government of the Federation 4th Floor, Wing 3B Abuja P.M.B 9 Nigeria
Norway	Mr. Knut Langeland Ambassador for Disarmament Affairs Section for Disarmament and Non-proliferation, Ministry of Foreign Affairs 7. juni pl./ Victoria Terrasse P.O. Box 8114 Dep Oslo NO-0032 Norway

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Oman	Mr. Hamed Suleiman Hamed Al Bortomani Chemical Officer SO2 NBC, Ministry of Defence P.O. Box 2919 Muscat 111 Oman
Pakistan	Mr. Qazi M. Khalilullah Director General (Disarmament) Ministry of Foreign Affairs Islamabad Pakistan
Palau	Dr. Victor Yano Minister of Health P.O. Box 100 Melekeok 96939 Palau
Poland	Mr. Lukasz Zielinski Head, Division for Non-Proliferation of WMD Security Policy Department Ministry of Foreign Affairs Poland
Portugal	Mr. Filipe Ramalheira Department for Security & Defence Ministry of Foreign Affairs Largo do Rilvas Lisbon Portugal
Qatar	Lieutenant Major (Air) Hassan Saleh Hassan Al-Nisf Secretary National Committee for the Prohibition of Weapons Ministry of Defence PO Box: 25777 Doha The State of Qatar

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Republic of Korea	Mr. Haesun Shin Second Secretary Disarmament and Nonproliferation Division, Ministry of Foreign Affairs and Trade 37 Sejong-ro Jongno-gu Seoul Republic of Korea Ms. Seyoung Jang Disarmament and Nonproliferation Division, Ministry of Foreign Affairs and Trade 37 Sejong-ro Jongno-gu Seoul Republic of Korea
Romania	Mr. Nineta Barbulescu Counsellor Non-Proliferation, Arms Control and Combatting Terrorism Office Ministry of Foreign Affairs Romania
Russian Federation	Mr. Victor Kholstov Director, Department for the Implementation of the Conventions Ministry of Trade and Industry 7 Kitaigorodsky Proezd Moscow 109074 Russian Federation Mrs. Elena Rodyushkina Deputy Director, Department for the Implementation of the Conventions Ministry of Trade and Industry 7 Kitaigorodsky Proezd Moscow 109074 Russian Federation
Slovakia	Dr. Cyril Klement Public Health Authority of Slovakia, Regional Office in Banska Bystrica, Ministry of Health of the Slovak Republic Cesta k nemocnici 1 Banska Bystrica 975 56 Slovak Republic
Slovenia	Ms. Irina Gorsic Counsellor, Security Policy Division Ministry of Foreign Affairs Presernova 25 Ljubljana SI-1000 Slovenia

<i>State</i>	<i>Contact</i>
South Africa	Mr. Daan van Beek Non-Proliferation Secretariat, South African Council for the Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction Private Bag X84 Pretoria 0001 South Africa
Spain	Mr. LuisGomez Nogueira Head of Disarmament Unit Ministry of Foreign Affairs and Cooperation Serrano Galvache, 26 Madrid 28071 Spain
Sweden	Mr. Ronnie Nilsson Senior Adviser Department for Disarmament and Non-Proliferation, Ministry for Foreign Affairs Stockholm 10339 Sweden
Switzerland	Ms. Riccarda Torriani Arms Control and Disarmament Section, Political Secretariat, Federal Department of Foreign Affairs Bernastrasse 28 Bern 3003 Switzerland
Turkey	WMD Section, Department of Arms Control and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs Balgat Ankara 06100 Turkey
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	Mr. Valentine Madojemu Desk Officer for BWC and CTBT CBW Section, Counter Proliferation Department Foreign and Commonwealth Office London SW1A 2AH United Kingdom
United States of America	Director, Office of Chemical and Biological Weapons Threat Reduction, Bureau of International Security and United States Department of State 2201 C Street, NW, Room 2803 Washington D.C. 20520 United States of America

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Uzbekistan	Mr. Kholmatov Ilkhom Deputy-Chairman The Commission of the Cabinet of Ministers of the Republic of Uzbekistan on the Prohibition of Biological Weapons 27, C-14 Tashkent 700011 Uzbekistan
Venezuela (Bolivarian republic of)	Office of the Vice Minister for North America and Multilateral Affairs, Ministry of Popular Power for External Relations Av. Urdaneta, Tower MRE Caracas Venezuela
Yemen	Ambassador Mohy A. Al-Dhabbi Chairman of the National Committee Ministry of Foreign Affairs Sana'a Yemen Abdulkarim Alkohali Deputy Chairman of the National Committee Ministry of Foreign Affairs Sana'a Yemen
Zambia	Mr. Leonard Mumba Senior Chemist Mines & Minerals Department 50135 Lusaka Zambia

Signatories

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Burundi	Mr. Gerard Nirungika Head, Burundi Chemical Weapons Convention National Authority
Liberia	Mr. Joseph Jallah Lawyer Ministry of Justice Ashmun & Center Street Monrovia Liberia

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Malawi	Mr. John. A. J. Chikalimba Chairperson of Defence and Security and Member of Budget & Finance Malawi National Assembly / Paliament Offices Chief M'Mbelwa House, Private Bag B362, Lilongwe 3 244 Zomba Lilongwe 3 Malawi
United Republic of Tanzania	Ms. Irene. F Mkwawa - Kasyanju Principial Foreign Service Officer Legal Affairs / Ministry of Foreign Affairs & International Cooperation Kivukoni Front 9000 Dar es Salam Tanzania

States not party

<i>State</i>	<i>Contact</i>
Cameroon	Ms. Pauline Essome Siliki Magistrate Ministry of Justice/ Legislation Division Cameroon
Micronesia (Federated States of)	Mr. Paliknoa K. Welly Chairman Committee on External Affairs Palikir, PS 3 Pohnpei FM 96941 Federated States of Micronesia
Mozambique	Mr. Cristiano Dos Santos Director for Legal and Consular Affairs Division - DAJC Ministry of Foreign Affairs and Cooperation
Namibia	Mr. Letta N. Hangala Foreign Relations Officer Multilateral Affairs Department/ Ministry of Foreign Affairs Private Bag 13347 Windhoek Namibia Mr. Jeremia Nambinga Member of Parliament National Assembly Private Bag 13323 Windhoek Namibia

Regional organizations

<i>State</i>	<i>Contact</i>
European Union	Mr. Bruno Hanses Counsellor EU Council Secretariat Liaison Office in Geneva Rue du Grand Pre, 64 Geneva 1202 Switzerland

Annexe III

[ENGLISH ONLY]

Report on participation in the confidence-building measures

I. Provisional summary of participation in 2010³

Key: D = declaration submitted; ND = nothing to declare; NN = nothing new to declare

		CBM Form								
State Party		A1	A2	B	C	D	E	F	G	Additional Information
1.	Albania	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
2.	Argentina	D	ND	D	D	D	ND	ND	D	-
3.	Armenia	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
4.	Australia	D	D	D	D	D	D	D	D	-
5.	Bangladesh	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
6.	Belarus	D	NN	D	0	0	0	0	0	-
7.	Austria	NN	NN	ND	ND	ND	NN	NN	ND	-
8.	Azerbaijan	D	ND	ND	ND	ND	D	ND	ND	-
9.	Belgium	ND	D	D	D	D	NN	ND	D	-
10.	Bhutan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
11.	Brazil	NN	NN	D	ND	ND	D	NN	NN	-
12.	Bulgaria	D	NN	D	ND	D	D	NN	D	-
13.	Canada	D	D	D	D	D	D	D	D	-
14.	Chile	D	ND	D	D	D	D	ND	D	-
15.	China	D	D	D	D	NN	D	NN	D	-
16.	Croatia	NN	NN	D	NN	D	D	D	D	-
17.	Cuba	D	ND	D	D	D	D	ND	0	-
18.	Czech Republic	NN	D	D	D	D	D	NN	NN	-
19.	Denmark	D	D	D	ND	ND	D	NN	NN	-
20.	Estonia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
21.	Finland	D	D	D	D	D	NN	ND	NN	-

³ As of 15 November 2010. Any subsequent submissions in 2010 will be included in an updated final summary table in the 2011 ISU report.

		CBM Form								Additional Information
State Party		A1	A2	B	C	D	E	F	G	
22.	France	NN	D	D	D	D	D	NN	D	-
23.	Georgia	D	D	D	D	D	D	D	ND	-
24.	Germany	D	D	D	D	ND	D	NN	D	-
25.	Hungary	D	ND	D	D	ND	D	ND	D	-
26.	Indonesia	ND	D	D	NN	D	D	ND	NN	-
27.	Iran (Islamic Republic of)	NN	NN	ND	NN	NN	NN	NN	NN	-
28.	Iraq	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
29.	Ireland	D	D	D	D	D	D	D	D	-
30.	Italy	D	D	D	D	D	D	D	D	-
31.	Japan	NN	D	D	NN	NN	D	NN	D	-
32.	Kenya	ND	ND	D	ND	D	ND	ND	ND	-
33.	Latvia	-	-	D	-	-	-	-	-	-
34.	Lebanon	-	-	-	-	-	-	-	-	D
35.	Libyan Arab Jamahiriya	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
36.	Liechtenstein	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN	NN	-
37.	Lithuania	D	ND	D	ND	ND	NN	ND	NN	-
38.	Malaysia	D	ND	D	D	ND	D	ND	D	-
39.	Malta	D	ND	D	ND	ND	ND	ND	ND	-
40.	Mexico	D	D	ND	ND	D	NN	NN	NN	-
41.	Morocco	D	ND	D	-	-	D	D	D	-
42.	Netherlands	D	NN	D	D	D	D	NN	D	-
43.	New Zealand	D	D	D	D	-	D	-	D	D
44.	Norway	NN	NN	ND	NN	NN	NN	NN	D	-
45.	Philippines	D	-	D	D	D	D	-	D	-
46.	Poland	D	D	D	D	D	D	ND	ND	-
47.	Portugal	NN	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
48.	Qatar	ND	ND	D	ND	ND	ND	ND	ND	-
49.	Republic of Korea	D	D	D	D	D	D	ND	D	-
50.	Republic of Moldova	ND	ND	D	ND	ND	NN	ND	ND	-
51.	Romania	NN	NN	D	D	NN	D	ND	D	-
52.	Russian Federation	D	NN	ND	D	D	D	NN	D	-
53.	Senegal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
54.	Serbia	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-

		CBM Form								Additional Information
State Party		A1	A2	B	C	D	E	F	G	
55.	Slovakia	NN	ND	D	NN	D	NN	NN	NN	-
56.	Slovenia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
57.	South Africa	NN	NN	D	NN	NN	D	NN	NN	-
58.	Spain	D	D	D	ND	D	D	ND	NN	-
59.	Sweden	D	D	D	D	D	D	NN	NN	-
60.	Switzerland	D	D	D	D	D	D	NN	D	-
61.	Thailand	NN	-	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
62.	The former Yugoslav Republic of Macedonia	ND	ND	ND	ND	ND	D	ND	ND	-
63.	Tunisia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
64.	Turkey	D	D	D	ND	ND	D	D	D	-
65.	Ukraine	D	NN	NN	D	D	NN	NN	D	-
66.	United Arab Emirates	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
67.	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	D	D	D	D	D	D	NN	D	-
68.	United States of America	D	D	D	D	D	D	NN	D	-
69.	Uzbekistan	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
70.	Yemen	ND	ND	D	ND	D	ND	ND	ND	-

II. Final summary of participation in 2009⁴

Key: D = declaration submitted; ND = nothing to declare; NN = nothing new to declare

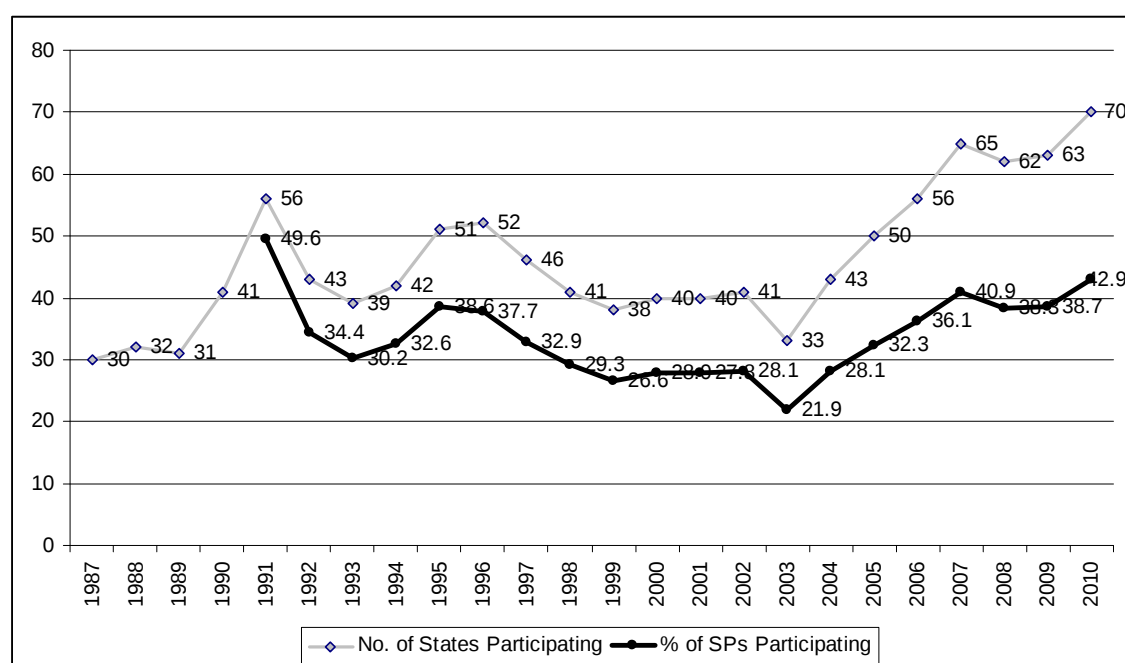
State Party	CBM Form								Additional Information
	A1	A2	B	C	D	E	F	G	
1. Argentina	D	ND	D	D	D	ND	ND	D	-
2. Armenia	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
3. Australia	D	D	D	D	D	D	D	D	-
4. Austria	NN	NN	ND	ND	ND	NN	NN	D	-
5. Azerbaijan	D	-	-	-	-	D	-	D	-
6. Bangladesh	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	D
7. Belarus	D	NN	D	NN	ND	D	ND	ND	-
8. Belgium	-	D	-	D	D	D	-	D	-
9. Brunei Darussalam	-	-	-	-	-	-	D	-	-
10. Bulgaria	D	D	D	ND	D	D	NN	NN	-
11. Canada	D	D	D	D	D	D	D	D	-
12. Chile	D	N	NN	N	N	D	N	N	-
13. China	D	D	D	D	NN	D	NN	D	-
14. Croatia	NN	NN	D	NN	D	D	D	D	-
15. Cuba	D	ND	D	D	D	D	ND	D	-
16. Cyprus	D	D	D	D	D	D	D	D	-
17. Czech Republic	NN	NN	D	D	D	NN	NN	NN	-
18. Denmark	D	D	D	ND	ND	D	NN	NN	-
19. Estonia	ND	ND	D	ND	ND	NN	ND	ND	-
20. Finland	D	D	D	D	D	NN	ND	NN	-
21. France	D	D	D	D	D	NN	NN	NN	-
22. Gambia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
23. Georgia	D	D	D	D	-	D	D	ND	-
24. Germany	D	D	D	D	D	D	NN	D	-
25. Greece	D	D	D	D	D	D	D	D	-
26. Hungary	D	ND	D	D	ND	D	ND	D	-

⁴ Updated from the provisional summary in the 2009 ISU report (BWC/MSP/2009/2, Annex II) and its addendum (BWC/MSP/2009/2/Add.1)

		CBM Form								Additional Information
State Party		A1	A2	B	C	D	E	F	G	
27.	India	D	D	D	NN	NN	D	D	D	-
28.	Indonesia	D	ND	D	NN	D	NN	ND	NN	-
29.	Iran (Islamic Republic of)	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN	NN	-
30.	Iraq	ND	ND	D	ND	ND	D	ND	D	-
31.	Ireland	D	D	D	D	D	D	D	D	-
32.	Italy	D	D	D	D	D	D	D	D	-
33.	Japan	NN	D	D	NN	NN	D	NN	D	-
34.	Jordan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	
35.	Latvia	ND	ND	D	-	-	-	-	-	-
36.	Lebanon	-	-	-	-	-	-	-	-	D
37.	Liechtenstein	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN	NN	-
38.	Lithuania	D	ND	D	ND	ND	NN	ND	NN	-
39.	Malta	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN	NN	-
40.	Mexico	D	D	ND	ND	D	ND	ND	NN	-
41.	Morocco	D	D	D	-	-	D	D	D	-
42.	Netherlands	D	D	D	D	D	D	D	D	-
43.	New Zealand	D	D	D	D	D	D	D	D	D
44.	Norway	NN	NN	ND	NN	NN	NN	NN	D	-
45.	Poland	D	NN	D	NN	NN	D	ND	ND	-
46.	Portugal	D	D	D	ND	ND	NN	NN	D	-
47.	Qatar	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
48.	Republic of Korea	D	D	D	D	D	D	ND	D	-
49.	Republic of Moldova	-	-	-	-	-	-	-	-	D
50.	Romania	NN	NN	D	D	D	D	ND	D	-
51.	Russian Federation	D	D	ND	D	D	D	NN	D	-
52.	Senegal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
53.	Serbia	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
54.	Slovakia	NN	ND	D	NN	D	NN	NN	NN	-
55.	Slovenia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
56.	South Africa	NN	D	D	NN	NN	NN	NN	NN	-
57.	Spain	D	D	D	ND	D	NN	ND	NN	-
58.	Sweden	D	D	D	D	-	D	D	D	-
59.	Switzerland	NN	D	D	NN	D	NN	NN	NN	-

		CBM Form								
State Party		A1	A2	B	C	D	E	F	G	Additional Information
60.	Tunisia	-	-	-	-	-	-	-	-	D
61.	Turkey	D	NN	D	NN	D	D	NN	D	-
62.	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	D	D	D	NN	D	D	NN	D	-
63.	United States of America	D	D	D	D	D	NN	NN	D	-
64.	Uzbekistan	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-

III. Participation over time

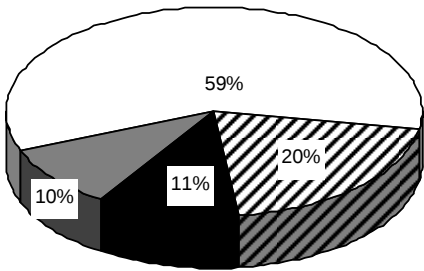


Numbers and percentages of States Parties participating in the BWC confidence-building measures since their introduction in 1987.

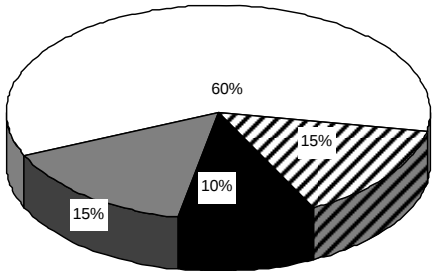
IV. Participation in 2010 by form

The following charts show the rates of participation for 2010 in each of the CBM forms:

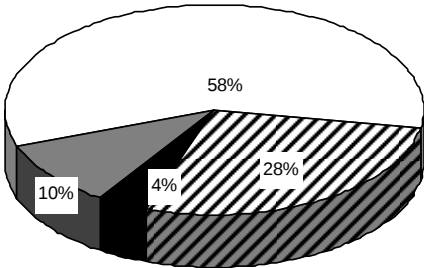
- ▨ Declaration Submitted
- Nothing New to Declare
- Nothing to Declare
- No Information Provided



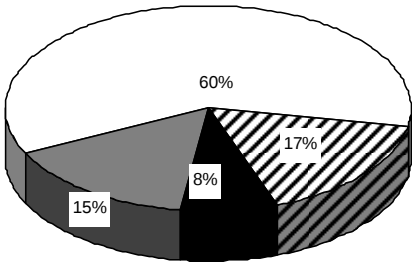
BWC CBM Returns for Form A1 in 2010



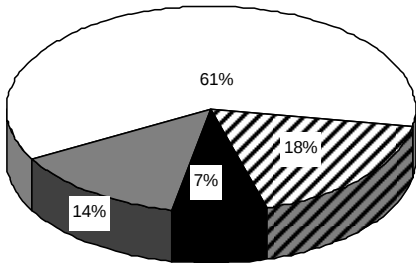
BWC CBM Returns for Form A2 in 2010



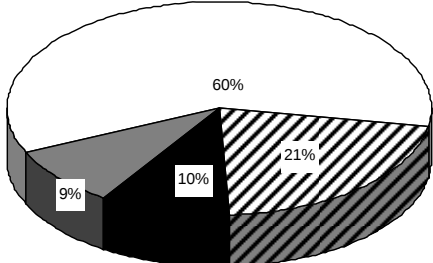
BWC CBM Returns for Form B in 2010



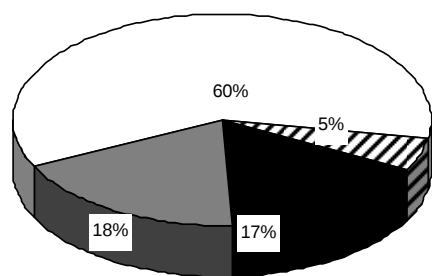
BWC CBM Returns for Form C in 2010



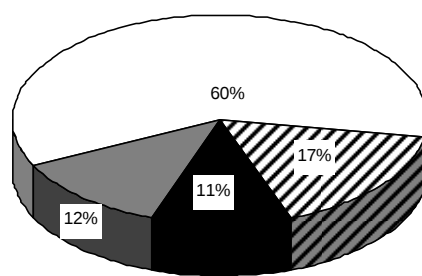
BWC CBM Returns for Form D in 2010



BWC CBM Returns for Form E in 2010



BWC CBM Returns for Form F in 2010



BWC CBM Returns for Form G in 2010